



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellules Risques Anthropiques
89 rue Weber – CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 15/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur

GÉORISQUES

AUCHAN HYPERMARCHÉS LOGISTIQUE

ZI de Saint-Césaire
1608, avenue Joliot Curie
30 900 NÎMES

Références : SC/2023-03-217
Code AIOT : 0006600628

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement AUCHAN HYPERMARCHÉS LOGISTIQUE implanté Zone Industrielle de Saint-Césaire, 1608 avenue Joliot Curie sur la commune de Nîmes. L'inspection a été annoncée le 25/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative de l'établissement ainsi que par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment en ce qui concerne les dispositions applicables aux entrepôts couverts. L'action nationale « 1510 » a ainsi été déclinée dans l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUCHAN HYPERMARCHÉS LOGISTIQUE
- 1608 Avenue Joliot Curie – ZI de Saint-Césaire – 30 900 NÎMES
- Code AIOT : 0006600628
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUCHAN exploite un entrepôt de stockage pour l'approvisionnement des hypermarchés AUCHAN du Sud de la France. Les marchandises en transit dans l'entrepôt concernent les denrées non périssables, mais également des produits de bricolage, d'hygiène et de droguerie.

L'entrepôt est constitué de deux corps de bâtiments distincts, séparés par une allée de circulation de 32 m de largeur. L'entrepôt initial (désigné Nîmes 1 et 2) d'une surface de 26 550 m², comprend 3 cellules pour un volume de stockage d'environ 188 193 m³, 2 locaux de charge, des locaux techniques ainsi que des locaux sociaux et bureaux.

L'extension réalisée en 2003 au Sud de l'existant, comprend un second bâtiment dénommé Nîmes 3 d'une surface de 21 945 m², dans lequel se trouvent 5 cellules permettant de stocker un volume de 219 380 m³, un local de charge, des locaux techniques et des locaux sociaux/bureaux.

Le volume total de l'entrepôt s'élève donc à 407 573 m³ permettant le stockage d'environ 35 180 tonnes de marchandises.

Le site dispose également de :

- une aire de stationnement pour les poids lourds qui a été aménagée au Sud-Est,
- une zone de parking pour les véhicules légers,
- quais de chargement/déchargement des camions,
- une centrale photovoltaïque installée sur le toit du bâtiment « Nîmes 3 » couvrant une surface de 8 500 m².

Le fonctionnement des installations est réglementé par l'arrêté préfectoral n°11.072N du 1^{er} juin 2011 autorisant la poursuite de l'exploitation des deux entrepôts de stockage de matériaux et produits combustibles.

Les dispositions relatives à la gestion, l'organisation et les conditions de stockage, ainsi que celles relatives à la stratégie de lutte contre l'incendie ont été mises à jour par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°20-110-DREAL du 22 avril 2020 et n°2021-036-DREAL du 12 mai 2021.

S'agissant de la situation administrative, le classement ICPE du site a été actualisé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2021 susvisé. L'entrepôt de la société AUCHAN relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, suite à la modification de cette rubrique par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. Les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables à l'établissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- État des stocks
- Conditions de stockage
- Prévention des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,

- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 1.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Annexe VIII	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 13	/	Sans objet
3	Plan de défense incendie	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite concerne le volet « entrepôts couverts » au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

Comme précisé ci-avant, s'agissant de la situation administrative, le classement ICPE du site a été actualisé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2021 susvisé. L'entrepôt de la société AUCHAN relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510. La présente visite n'amène pas d'observations complémentaires sur ce point.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que les échéances fixées par l'arrêté ministériel sont respectées pour les points suivants :

- état des matières stockées qui devait être mis en place à partir du 1^{er} janvier 2022. Une extraction de l'état des stocks des produits présents sur le site à la date de l'inspection a été présentée à l'inspection. Cette extraction permet de connaître la quantité totale de produits stockés dans chacun des deux entrepôts (Nîmes 1/2 et Nîmes 3). Le document permet également de s'assurer du statut de « non seveso » par cumul de l'établissement. À noter toutefois que cet état des stocks doit être complété pour respecter précisément les dispositions réglementaires applicables (cf fiche de constat n°1),

- matières dangereuses et chimiquement incompatibles : les matières dangereuses sont entreposées au niveau de 4 zones spécifiques de l'entrepôt Nîmes 1/2 et créées en 2007 :

- la zone 1 affectée aux aérosols (rubriques 4320 et 4321) dans Nîmes 1, cette zone étant séparée du reste de l'entrepôt par un grillage permettant de contenir les effets missiles,
- la zone 2 dans Nîmes 1 qui correspond au stockage des produits corrosifs, irritants, nocifs ou dangereux pour l'environnement (rubriques 4510, 4511 et 4741),
- la zone 3 dédiée au stockage des matières comburantes (rubriques 4440 et 4441) dans Nîmes 2
- la zone 4 affectée au stockage des produits inflammables. Cette zone est constituée d'un local pourvu de murs et portes coupe-feu 2h, ainsi qu'un système d'extinction automatique adapté. La hauteur de stockage est limitée à 5 m,

tandis que les alcools de bouche sont stockés dans une seule cellule (cellule 5) de Nîmes 3 disposant d'un sprinklage adapté et compatible avec les produits entreposés,

- conditions de stockage : les matières stockées en racks respectent la hauteur maximale de 10 m,
- interdiction de stockage de certains liquides inflammables (échéance au 01/01/2023) : aucun liquide inflammable H224 n'est stocké sur le site,

- détection incendie : l'ensemble des bâtiments du site (entrepôts, bureaux et locaux techniques) dispose d'une détection automatique d'incendie composée de détecteurs de fumées et/ou de détecteurs hydrogène, d'une centrale incendie, d'une alarme sonore (sirènes) et de commandes manuelles d'alarme, vérifiée annuellement,

- moyens de lutte contre l'incendie : le site dispose d'extincteurs et de RIA répartis à l'intérieur des entrepôts et sur les aires extérieures et vérifiés tous les ans, d'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) contrôlés tous les ans, de 6 poteaux incendie dont le débit vérifié annuellement est supérieur à 100 m³/h, d'une colonne sèche installée en 2022 et dédiée essentiellement à la cellule 5 (stockage des alcools de bouche), ainsi que de 3 réserves d'émulseur de 1 m³ (1 cuve ayant été demandée par le SDIS),

- plan de défense incendie (échéance au 31/12/2023) : un plan de défense incendie (PDI) est mis en place depuis 2021 et comprend les éléments essentiels demandés par la réglementation comme un schéma d'alerte, l'évaluation des risques et les scénarios d'intervention, le recensement des moyens de lutte contre l'incendie et l'organisation des secours. L'inspection a demandé de compléter le PDI sur le sujet de l'indisponibilité temporaire du sprinklage,

- effets thermiques sur les tiers (échéance au 01/01/2023) : l'exploitant dispose de scénarios d'incendie élaborés dans le cadre des dossiers de demande d'autorisation et des dossiers de porter à connaissance. Ces études ont été intégrées dans le PDI. Seul le scénario « incendie de l'entrepôt (Nîmes 1 et 2) contenant des produits standards » étudié en 2008 met en évidence des effets thermiques de 8 kW/m² sortant des limites de propriété, sans néanmoins atteindre de tiers (les flux n'atteignent pas le bâtiment voisin). Les distances des flux thermiques n'ayant pas été calculées par la méthode FLUMILOG et la configuration actuelle des stockages étant différente de celle de

2007/2008, ce scénario d'incendie devra être mis à jour (cf constat n°4), afin que l'inspection puisse définir les suites à donner quant à la présence ou non de flux thermiques de 8 kW/m² en dehors des limites du site.

2-4) Fiches de constats

N°1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017 – article 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks et Matières dangereuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel, en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'établissement dispose d'un logiciel consulté le jour de l'inspection, dans lequel figure l'ensemble des informations nécessaires pour chacun des produits stockés, comme entre autres l'intitulé du produit, sa référence, la zone de stockage dans l'entrepôt, son poids, le nombre de produit dans un carton, le poids du carton rempli, la rubrique ICPE associée... Le logiciel permet également de consulter les fiches de données sécurité des produits si elles existent ou la fiche FITPC pour les produits cosmétiques.

À partir des données renseignées dans ce logiciel, l'exploitant a fourni une extraction de l'état des stocks des produits présents sur le site à la date de l'inspection. Le document présenté reprend la nature des produits entreposés dans l'établissement de manière générale (solides, liquides ou gaz inflammables, aérosols, papiers/cartons, plastiques, alcools de bouche...), les rubriques ICPE sous lesquelles sont classés ces produits, leur quantité en volume ou en poids, leur localisation (entrepôt Nîmes 1/2 et/ou entrepôt Nîmes 3), le seuil ICPE autorisé dans l'APC du 12 mai 2021 à ne pas dépasser et le taux d'occupation de chacun des produits par rapport au seuil fixé.

Cet état des stocks ne précise pas les différentes familles de mentions de dangers des produits (toxique, inflammable, comburant, écotoxique, combustible...) qui peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature, ni les différents types de

dangers (danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement) qui sont des informations lisibles et compréhensibles destinées au public en cas d'incident. L'état des stocks devra également mentionner les déchets produits sur le site et leur quantité associée, ainsi que la zone de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017 – article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : – d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. [...] Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures.</p> <p>Constats : Le site dispose de 6 poteaux incendie d'un débit unitaire minimale de 100 m³/h qui sont vérifiés tous les ans. Les besoins en eau ont été évalués dans l'étude de dangers de 2003 avec le calcul D9 en prenant en compte la cellule 3 de l'entrepôt Nîmes 3 comme référence, car elle présente la plus grande surface. Les besoins en eau ont été estimés à 435 m³/h. Le débit total délivré par les 6 poteaux incendie est donc actuellement suffisant. Le jour de l'inspection, l'exploitant a toutefois précisé qu'une cuve d'eau d'une capacité de 1 080 m³ sera mise en place en 2023 pour compléter les besoins en eau en cas d'incendie. L'installation de cette réserve d'eau supplémentaire fera l'objet d'un porter à connaissance qui sera porté à la connaissance du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017 – article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

L'établissement disposait d'un Plan d'Opération Interne depuis 2004. Suite à la modification de la réglementation ICPE en ce qui concerne les entrepôts, l'exploitant a établi un Plan de Défense Incendie (PDI) lequel a été mis à jour en dernier lieu en décembre 2021.

À l'examen du PDI par l'inspection, l'exploitant devra compléter le document avec les éléments suivants avant le 31 décembre 2023 :

- les plans présents en annexes 8 et 9 doivent faire apparaître distinctement les murs coupe-feu et les parois thermiques des bâtiments,
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique,
- les mesures compensatoires définies qui sont nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie et en limiter ses effets durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie avec information de la Dreal.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017 – annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Etude des flux thermiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que plusieurs études de scénarios d'incendie avaient été réalisées dans le cadre des dossiers de demande d'autorisation et de porter à connaissance. Ces études ont été annexées au plan de défense incendie et sont donc tenues à la disposition de l'inspection.

Les scénarios étudiés ont été examinés par l'inspection après la visite du site. Un seul scénario « incendie de l'entrepôt (Nîmes 1 et 2) contenant des produits standards » étudié en 2008 met en évidence des effets thermiques de 8 kW/m² sortant des limites de propriété, sans néanmoins atteindre de tiers (les flux n'atteignent pas le bâtiment voisin recevant du public). Cette étude a déterminé des distances correspondant à des effets thermiques de 3, 5 et 8 kW/m², lesquelles n'ont pas cependant été calculées par la méthode FLUMILOG. De plus, les 4 zones spécifiques de stockage de matières et produits dangereux de l'entrepôt Nîmes 1/2 étaient localisées à des emplacements différents par rapport à la configuration actuelle, avec des surfaces de stockage différentes (notamment la zone 2 et la zone 3).

L'exploitant devra mettre à jour le scénario qui étudie l'incendie de l'entrepôt Nîmes 1/2 avec l'outil FLUMILOG dont les principales hypothèses de modélisation seront en cohérence avec la configuration réelle des stockages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois